



## SOUS-PREFECTURE DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

Sous-Préfecture de Saint-Jean-de-Maurienne  
Bureau des Associations  
B.P. 106  
73302 SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE  
Tél. : 04.79.59.56.11  
pref-associations@savoie.gouv.fr

Le numéro  
W751184979 est à  
rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de **MODIFICATION** de l'association n° **W751184979**

Ancienne référence  
de l'association :  
184979

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de Saint-Jean-de-Maurienne

donne récépissé à **Madame la Présidente**  
d'une déclaration en date du : **23 janvier 2025**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### FONDATION D'ETABLISSEMENT

dans l'association dont le titre est :

#### ECLAIREUSES ET ECLAIREURS DE LA NATURE

dont le siège social est situé : 45 chemin du Peney  
73000 Chambéry

Décision(s) prise(s) le(s) : **15 janvier 2025**

Pièces fournies : lettre de mandat  
Procès-verbal  
liste des établissements

Saint-Jean-de-Maurienne, le 24 janvier 2025

Le Sous-Préfet

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.